



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Environnement - Marché d'Intérêt National - Délégation de service public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2020 - Examen

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la Délégation de Service Public (DSP) MIN portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 28 juillet 2021 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN en date du 14 octobre 2021 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 26 octobre 2021 ;

Il est proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire.

I) Rappel des principales modalités du contrat

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public, en date du 23 octobre 1968, avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. Cette convention a été modifiée par 11 avenants et arrive à échéance le 31 décembre 2028. Le dernier avenant n°11, signé le 17 décembre 2020, a pour objet de définir les modalités exceptionnelles de mise en œuvre liées à la crise sanitaire de la Covid-19.

La SOMIMON est une SAEML dont la Métropole était présidente jusqu'en 2020, et actionnaire à hauteur de 50% aux côtés de la Ville de Montpellier (8%), et de partenaires privés pour 42% ; elle est désormais présidée par la Ville de Montpellier en la personne de Madame MASSART, nommée au Conseil d'administration du 14 octobre 2020.

L'activité de la SOMIMON, consiste en la gestion du marché d'intérêt national de Montpellier, à travers notamment la réalisation d'entretien et de travaux rendus nécessaires par son évolution.

En 2020, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et de production locale.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes :

- La filière agroalimentaire ;
- La filière « fruits et légumes » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés) ;
- La filière « autres produits alimentaires » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs..) ;
- L'activité horticole ;
- L'activité de « plate-forme frigorifique » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée)

La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- En organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- En communiquant sur son catalogue produit « *Cueilli ce matin, disponible cet après-midi* ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre pour 2020, 7 agrandissements et 3 nouveaux opérateurs se sont installés sur une occupation de plus de 200 concessionnaires. Parmi les concessionnaires, on note 70 opérateurs sur la plateforme frigorifique, 77 producteurs présents sur le MIN, 6 vendeurs sur la halle Horticole, et 8 entreprises installées sur le pôle transformation.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire, etc. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

2) L'organisation et la qualité de service public

L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2020, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

De par sa position géographique, le MIN joue un rôle important de plateforme logistique alimentaire, et constitue un point d'ancrage pour la mise en place d'actions de réduction des émissions de GES et de polluants de la logistique dernier kilomètre, s'inscrivant ainsi dans la politique « *ville respirable* » de la Métropole ainsi que dans le Schéma Directeur de Logistique Urbaine, et dans la Zone à Faibles Emissions en cours de préparation.

Pilier de la mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), le MIN joue un rôle fondamental dans la mise en place de circuits courts de proximité et la structuration du marché de demi-gros, grâce à son Carreau des Producteurs, et la création de l'association des Producteurs d'Occitanie. Les activités de transformation installées au MIN (légumerie Agriviva, Il était un fruit, ...) permettent également la création de valeur ajoutée sur les produits locaux et l'ouverture de nouveaux débouchés de proximité. Ainsi se tissent les différents maillons d'un approvisionnement local en produits frais, qui contribuent à la reterritorialisation de l'alimentation et à l'amélioration de la souveraineté alimentaire locale.

Par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, le MIN contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire.

Le MIN a également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme web BOCAL (« Bon et Local ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Par ailleurs, la SOMIMON contribue à la poursuite des études relatives au schéma directeur du MIN, à la logistique urbaine et aux économies d'énergie.

3) La grille tarifaire

Les droits d'occupation, d'usage et d'entrée sur le marché, exigibles des usagers ainsi que tout autre tarif, sont établis par le Conseil d'Administration de la SOMIMON. Par ailleurs, les tarifs concernant les droits d'occupation pour le négoce des produits protégés (AOP : produits agricoles et denrées alimentaires) sont approuvés par le Préfet.

Les tarifs évoluent au 1er janvier de chaque année. On note une progression annuelle constante des tarifs sur la période 2014-2020 avec environ 2% d'augmentation.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2020, le résultat net global est bénéficiaire de 3 K€ contre -13 K€ en 2019.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2,925 M€ en légère baisse par rapport à 2019 (soit -75 K€, soit -3 %), dont 756 K€ pour la filière fruits et 680 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+ 40 K€ soit + 5%) et 565 K€ pour la plateforme entreposage, en baisse de -41 K€ soit -7%, qui représente 19% du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 42% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

Le chiffre d'affaires en baisse, comprend, l'exonération de certains loyers en raison de la crise sanitaire de la Covid-19, accordée, aux concessionnaires sous condition de critères pré définis par Montpellier Méditerranée Métropole et la SOMIMON, pour un montant de 54 K€, intégralement compensée par une réduction exceptionnelle de la redevance versée à la Métropole, conformément à l'avenant 11.

Ainsi, la redevance versée par la SOMIMON à la Métropole s'élève à 200 K€ sur l'exercice 2020.

Les produits totaux représentent 3 086 K€ (en baisse de -80 K€, -3%) pour un total de charges de 3 083K€ (soit -96 K€, -3%); le résultat net de l'exercice est excédentaire de 3 K€. Les capitaux propres de la société restent stables et s'élèvent à 1 105 K€.

Concernant l'impact de la crise sanitaire, aucune aide n'a été sollicitée auprès du fonds de solidarité, la société n'y était pas éligible. La société n'a pas conclu de prêts garantis par l'Etat.

Concernant les actions mises en œuvre :

A la demande de la Métropole, un soutien en faveur des acteurs fragilisés par la crise sanitaire implantés au sein du MIN a été mis en œuvre, sous justification de certains critères.

Dans le cadre de l'avenant 11 de la DSP approuvé par délibération en date du 31 décembre 2020, la SOMIMON a procédé à des exonérations de loyers pour un montant de 62 K€ HT dont 54 K€ ont été portés par la Métropole, par réduction de sa redevance annuelle ; par ailleurs 8,5K€ HT ont été pris en charge par la SOMIMON pour les opérateurs qui avaient signé des contrats d'occupation sur l'année 2020 et sans possibilité d'exploitation.

La société a bénéficié d'une subvention de la CARSAT pour les achats des fournitures effectués dans le cadre de la Covid-19.

La société a réalisé des achats de fournitures (savon, masques, gel, lingettes,...) dans le cadre des protocoles sanitaires, pour un montant global de 9 538 €.

La SOMIMON a tenu le numéro vert mis en place par la Métropole pour renseigner le particulier (principalement les personnes âgées – avril-juin).

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2021.

Ils concernent :

- La vente physique (fermeture du carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- La vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- L'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- Les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2020, date de fin du plan triennal des investissements, les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

Conformément à l'avenant 10, la Métropole s'est engagée à racheter la valeur nette comptable des ouvrages au concessionnaire, au terme de la DSP. Ce montant s'élève au 31 décembre 2020 à 524 K€, au terme de la DSP, légèrement inférieur à ce qui avait été estimé dans l'avenant 10 (578 K€).

IV) Conclusion et perspectives

L'activité du MIN se trouve à la croisée des chemins de différentes politiques publiques phares de la Métropole : politique agro-écologique et alimentaire, dont il constitue un pilier de structuration des filières de demi-gros et de commercialisation en circuits de proximité ; politiques territoriales en matière d'économie locale, de développement économique, d'urbanisme et d'aménagement du nouveau quartier Restanque ; de logistique urbaine en tant que point d'appui de la mise en œuvre de la ZFE ; de santé publique et d'équité sociale face à l'alimentation ainsi que de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Le terme de la concession se rapprochant, le développement du MIN se poursuit favorablement avec notamment une activité soutenue pour le pôle de transformation.

Une réflexion globale est à l'étude sur le rôle du MIN dans la logistique urbaine et l'approvisionnement du territoire (dont le centre-ville), et notamment pour définir les modalités de mise en œuvre du schéma directeur pour la modernisation et le développement du MIN.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20211214-173515-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.